

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2015, ch. 42 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 149, No 26 (2016-12-09)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223; 2014, ch. 2, art. 46
art. 17, 2015, ch. 3, art. 137(A)
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 39.12, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36
dispositions conditionnelles, 1996, ch. 31, art. 53
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'art. 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95
EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 46 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.
EEV, 2015, ch. 3, art. 137 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295; 2009, ch. 2, art. 381, ch. 23, art. 336; 2013, ch. 33, art. 231
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 6, 2009, ch. 2, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1763
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)r)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 40 à 43, abrogés, 2005, ch. 30, art. 48
art. 44 et 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 48
art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 49

art. 118, 2003, ch. 26, art. 38

art. 120, 2003, ch. 26, art. 39

art. 128 à 132, abrogés, 2003, ch. 26, art. 40

art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42

art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43

art. 172, 2009, ch. 13, art. 15

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50

disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 358

dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229

EEV, 1999, ch. 34,

— art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189, 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;

— la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;

— par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);

— par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;

— art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);

— art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;

— art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138

— art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;

— par. 172(2) et l'art. 191 en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17a);

— par. 172(3) abrogé avant son entrée en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, art. 15;

— divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4) en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17b);

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

— divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;
 — par. 174(2) en vigueur 26.20.2006 voir TR/2006-116;
 — art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145
 — (Remarque :
 par. 118(2), 120(3) et art. 128 à 132, 160 et 168 abrogés avant leur entrée en vigueur voir respectivement 2003, ch. 26, art. 38 à 40, 42 et 43;
 — art. 155, 157, 158, par. 161(1) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230 – Non en vigueur
 Voir aussi l'art. 231.
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71 – Non en vigueur
 EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
 EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005
 EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006
 EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15
 EEV, 2009, ch. 2, art. 381 et 382 en vigueur à la sanction 12.03.2009
 EEV, 2009, ch. 23, art. 358 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 336 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87
 EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1763 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
 EEV, 2013, ch. 33, art. 231 en vigueur à la sanction 26.06.2013

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40
(Canada Pension Plan Investment Board Act)

Le ministre des Finances

art. 2, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12
 art. 3, 2003, ch. 22, al. 224s)(A); 2009, ch. 23, art. 317
 art. 5, 2003, ch. 5, art. 13
 art. 6.1, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
 art. 10, 2013, ch. 40, art. 277
 art. 37, 2003, ch. 5, art. 15; abrogé, 2009, ch. 31, art. 44
 art. 50, 2003, ch. 5, art. 16
 art. 51, 2003, ch. 5, art. 17
 art. 53, 2009, ch. 31, art. 45
 art. 56, 2003, ch. 5, art. 18
 disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
 EEV, 1997, ch. 40,
 — art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24
 — art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24
 — art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le par. 90(2) du *Régime de pensions du Canada* édicté

par l'art. 86, l'art. 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97
 — l'art. 84, le par. 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 86, l'art. 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, les art. 100 et 101, le par. 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.1 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16
 EEV, 1999, ch. 3, art. 19 en 01.04.99 voir art. 92
 EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
 EEV, 2003, ch. 5,
 — par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31;
 — par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2).
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), par. 317(1) en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87; par. 317(2) entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur
 EEV, 2009, ch. 31,
 — par. 45(1) réputé entré en vigueur 01.04.1998 voir art. 46;
 — art. 44 et par. 45(2) en vigueur 31.12.2011 voir TR/2011-116
 Voir aussi les différentes dispositions d'application
 EEV, 2013, ch. 40, art. 277 en vigueur 09.10.2014 voir TR/2014-82.

Office des droits de surface des Territoires du Nord-Ouest, Loi sur l' — 2013, ch. 14, art. 11
(Northwest Territories Surface Rights Board Act)

Déposé par le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien

LOI ABROGÉE, 2014, ch. 2, art. 67 (en vigueur)
 EEV, 2013, ch. 14, art. 11, art. 1 à 7, 9 à 32 et 94 à 101 en vigueur à la sanction 19.06.2013; art. 8 et 33 à 93 en vigueur 29.06.2015 ou, si elle est antérieure, à la date fixée par décret voir art. 20.
 EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 67 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43
(Yukon Surface Rights Board Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)
 art. 2, 1999, ch. 31, art. 227
 art. 5, 2003, ch. 7, art. 131
 art. 10, 2013, ch. 14, art. 12

O

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43 (suite)

art. 11, 2013, ch. 14, art. 13
art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)
art. 15.1, ajouté, 2013, ch. 14, art. 14
art. 18, 2013, ch. 14, art. 15
art. 23, 2012, ch. 19, art. 185; 2013, ch. 14, art. 16
art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)
art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270
art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)
art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)
art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271
annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70
partie I,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
partie II,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202
disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119
disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 201 (application *re par.* 23(5))
EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 283 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir par.* 285(3) – Non en vigueur
EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002
EEV, 2003, ch. 7,
— art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
— art. 131 en vigueur 13.11.2004 *voir* art. 134.
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2012, ch. 19, art. 185 et 201 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2013, ch. 14, art. 12 à 16 en vigueur à la sanction 19.06.2013

Office national de l'énergie, Loi sur l'

— L.R. (1985), ch. N-7

(National Energy Board Act)

Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2)); le ministre des Transports (art. 108 à 111)

art. 2, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299; 1990, ch. 7, art. 1; 1994, ch. 24, al. 34(1)m)(F); 1996, ch. 10, art. 237, ch. 31, art. 90; 2004, ch. 25, art. 147; 2012, ch. 19, art. 69, ch. 31, art. 337; 2015, ch. 21, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 2
art. 3, 1990, ch. 7, art. 3; 1991, ch. 27, art. 1; 2001, ch. 27, art. 262; 2015, ch. 21, art. 3

art. 4, 2012, ch. 19, art. 70 et al. 99a)(A)
art. 6, 1990, ch. 7, art. 4; 2012, ch. 19, art. 71; 2015, ch. 21, art. 4
art. 7, 1991, ch. 27, art. 2; 2012, ch. 19, art. 72
art. 8, 2012, ch. 19, art. 73
art. 9, 1994, ch. 10, art. 19; 2000, ch. 20, art. 27; 2003, ch. 22, al. 224z.56)(A) et 225z.10)(A); 2013, ch. 40, art. 200
art. 11, 2012, ch. 19, art. 74
art. 12, 1990, ch. 7, art. 5; 2015, ch. 21, art. 5
art. 12.1, ajouté, 2014, ch. 2, art. 18
art. 14, 1990, ch. 7, art. 6; 2012, ch. 19, art. 75
art. 15, 1990, ch. 7, art. 7; 2012, ch. 19, art. 76 et al. 99b)(A)
art. 16, 1990, ch. 7, art. 8; 2012, ch. 19, art. 77
art. 16.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 20
art. 16.2, 2004, ch. 15, art. 82
art. 16.3, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2149
art. 18, 2007, ch. 35, art. 152(A)
art. 19, 2012, ch. 19, art. 78
art. 20, 1990, ch. 7, art. 9(A); 2012, ch. 19, art. 79
art. 21, 1990, ch. 7, art. 10; 1994, ch. 10, art. 21; 2015, ch. 21, art. 6
art. 21.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10; 2015, ch. 21, art. 7
art. 21.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 22, 1990, ch. 7, art. 11; 2012, ch. 19, art. 80
art. 24, 1990, ch. 7, art. 12; 2012, ch. 19, art. 81
art. 24.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 13; 1991, ch. 24, art. 51, ann. III, art. 8
art. 25, 2007, ch. 35, art. 153
art. 26, 1994, ch. 10, art. 22; 2004, ch. 15, art. 83
partie II.1, (art. 28.1 à 28.8), ajoutée, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.1 à 28.3, ajoutés, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23; 2015, ch. 20, art. 9
art. 28.5, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.6, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23; 2015, ch. 20, art. 11
art. 28.7 à 28.8, ajoutés, 1994, ch. 10, art. 23
art. 29, 2001, ch. 4, art. 102; 2015, ch. 21, art. 13
art. 32, 1990, ch. 7, art. 15
art. 34, 2004, ch. 25, art. 148(A)
art. 42, 2004, ch. 25, art. 149
art. 41, 1990, ch. 7, art. 16
art. 47, 1996, ch. 10, art. 237.1
art. 48, 1990, ch. 7, art. 17; 1994, ch. 10, art. 24; 2004, ch. 15, art. 84; 2012, ch. 19, art. 82; 2015, ch. 21, art. 15
art. 48.1, ajouté, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.11 à 48.19, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.2, ajouté, 2015, ch. 21, art. 15
art. 48.21 à 48.29, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.3, ajouté, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.31 à 48.39, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.4, ajouté, 2015, ch. 21, art. 16
art. 48.41 à 48.49, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 16
art. 49, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 85; 2015, ch. 21, art. 17
art. 50, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 25, art. 150(A); 2015, ch. 21, art. 18
art. 51.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 86(A); 2015, ch. 21, art. 19
art. 51.2 à 51.4, ajoutés, 1994, ch. 10, art. 25

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 52, 1990, ch. 7, art. 18; 1996, ch. 10, art. 238; 2012, ch. 19, art. 83
art. 53, 2012, ch. 19, art. 83
art. 54, 1990, ch. 7, art. 19; 2012, ch. 19, art. 83
art. 55, abrogé, 1990, ch. 7, art. 20; ajouté, 2012, ch. 19, art. 83
art. 55.1 et 55.2, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 83
art. 57, 1990, ch. 7, art. 21(F)
art. 58, 1990, ch. 7, art. 22; 2004, ch. 25, art. 151; 2012, ch. 19, art. 84
partie III.1 :
art. 58.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.11, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.12, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 87
art. 58.13 à 58.15, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.16, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 85
art. 58.17 à 58.19, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.21 à 58.24, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.25, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 25, art. 152
art. 58.26, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.27, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 86; 2015, ch. 21, art. 20
art. 58.271, ajouté, 2012, ch. 19, art. 86; 2015, ch. 21, art. 21
art. 58.272, ajouté, 2015, ch. 21, art. 22
art. 58.28, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.29, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 239; 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.3, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 240; 2012, ch. 19, art. 87, ch. 31, art. 338
art. 58.301, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87; 2012, ch. 31, al. 349(2)a)
art. 58.302 et 58.303, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.304, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87; 2012, ch. 31, al. 349(2)b)
art. 58.305, ajouté, 2012, ch. 19, art. 87
art. 58.31, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 88
art. 58.32, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2012, ch. 19, art. 88
art. 58.331, ajouté, 2015, ch. 21, art. 23
art. 58.33 à 58.39, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.4, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.5, ajouté, 1990, ch. 7, art. 24
art. 60, 1996, ch. 10, art. 241
art. 69, 1996, ch. 10, art. 242; 2004, ch. 25, art. 153(A)
art. 70, 1996, ch. 10, art. 243
art. 71, 1996, ch. 10, art. 243.1; 2012, ch. 19, art. 89
art. 73, 2004, ch. 25, art. 154; 2015, ch. 21, art. 24
art. 74, 2004, ch. 25, art. 155; 2015, ch. 21, art. 25
art. 77, 2004, ch. 25, art. 156(A); 2012, ch. 19, art. 90
art. 78, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6
art. 78.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 87; 2002, ch. 7, art. 210
art. 80, 2004, ch. 25, art. 157
art. 81, 2004, ch. 15, art. 89(A)
art. 82, 2004, ch. 15, art. 90
art. 84, 2001, ch. 4, art. 103(A); 2015, ch. 21, art. 26
art. 86, 2001, ch. 4, art. 104; 2015, ch. 21, art. 27
art. 87, 2004, ch. 25, art. 158(A)
art. 88, 2015, ch. 21, art. 28
art. 90, 2015, ch. 21, art. 29

art. 91, 2015, ch. 21, art. 30
art. 91.1, ajouté, 2015, ch. 21, art. 31
art. 92, 1994, ch. 43, art. 88; 2012, ch. 19, al. 99c)(A)
art. 93, 2012, ch. 19, al. 99d)(A); 2015, ch. 21, art. 32
art. 95.1, ajouté, 2015, ch. 21, art. 33
art. 97, 2004, ch. 25, art. 159
art. 97.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 89; 2002, ch. 7, art. 211
art. 99, 1990, ch. 7, art. 25(F)
art. 101, 2002, ch. 8, al. 183(1)o)
art. 106, 2004, ch. 25, art. 160
art. 108, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 359, ann., n° 6; 1990, ch. 7, art. 26(A); 1996, ch. 10, art. 244; 2012, ch. 19, art. 91
art. 109, 1990, ch. 7, art. 27; 2012, ch. 19, art. 91, ch. 31, art. 339
art. 110, 2012, ch. 19, art. 91
art. 111, 2001, ch. 4, art. 105; 2004, ch. 25, art. 161; 2012, ch. 19, art. 91; 2012, ch. 31, par. 349(5)
art. 111.1 à 111.4, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 91
art. 112, 1990, ch. 7, art. 28; 1994, ch. 10, art. 26; 1999, ch. 31, art. 167; 2004, ch. 15, art. 91; 2012, ch. 19, art. 92; 2015, ch. 21, art. 34
art. 113, abrogé, 1990, ch. 7, art. 28
art. 114, 2001, ch. 4, art. 106
art. 116, 1990, ch. 7, art. 29
art. 117, 1990, ch. 7, art. 31
art. 118, 1990, ch. 7, art. 32; 2012, ch. 19, art. 93
art. 118.1 et 118.2, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 35
art. 119, 1990, ch. 7, art. 33
art. 119.01, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 1993, ch. 44, art. 186; 1997, ch. 14, art. 82; 2001, ch. 28, art. 54; 2015, ch. 36, art. 97
art. 119.02 et 119.03, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.04, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2004, ch. 15, art. 92
art. 119.05, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.06, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 94
art. 119.07, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.08, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 95
art. 119.09, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.091 à 119.093, ajoutés, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.094, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2012, ch. 19, art. 96
art. 119.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 35; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.2 et 119.3, ajoutés, 1988, ch. 65, art. 142; abrogés, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 36; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.5, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 37; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.6, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.7, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
section III.1, ajouté (art. 120 à 120.5), 1993, ch. 44, art. 188
art. 120, 1988, ch. 65, art. 143; abrogé, 1990, ch. 7, art. 38; ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 83; 2001, ch. 28, art. 55
art. 120.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 84; 2001, ch. 28, art. 56

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 120.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57

art. 120.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57

art. 120.4, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 86; 2001, ch. 28, art. 58

art. 120.5, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 87; 2001, ch. 28, art. 59; 2012, ch. 19, art. 97

art. 121, 2004, ch. 25, art. 162

art. 122, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n° 6

art. 123, 1996, ch. 31, art. 91; 2004, ch. 25, art. 163(F)

art. 126, 1990, ch. 7, art. 40(A)

art. 127, 1990, ch. 7, art. 41(A)

art. 129, 1990, ch. 7, art. 42; 2004, ch. 25, art. 164(F); 2015, ch. 21, art. 36

art. 131, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2004, ch. 15, art. 93

art. 132, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2015, ch. 21, art. 37

art. 132.1 à 132.4, ajoutés, 2015, ch. 21, art. 37

art. 133, 2015, ch. 21, art. 38

art. 134 à 154, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 98

disposition de coordination, 2012, ch. 31, par. 349(1) à (7)

disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)

disposition générale, 1996, ch. 10, art. 245

disposition générale, 2012, ch. 19, art. 68(F)

dispositions générales, 2015, ch. 20, art. 8, 10, 12 et 14

dispositions transitoires, 1990, ch. 7, art. 44 à 48 (*Remarque* : art. 46 abrogé par 2012, ch. 19, art. 114)

dispositions transitoires, 1991, ch. 27, art. 3

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 25; 2002, ch. 7, art. 118 et 119

dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 100 à 109

EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 voir TR/86-206

EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6 en vigueur 09.10.86 voir TR/86-193

EEV, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299 et 359 en vigueur 01.01.88 voir TR/88-26

EEV, 1988, ch. 65, art. 142, 143 en vigueur 01.01.89 voir TR/89-9

EEV, 1990, ch. 7

— la présente loi, à l'exception des art. 13, 20, 25 et 27, entre en vigueur le 01.06.90 voir TR/90-66

— les art. 13 et 20 entrent en vigueur le 01.01.91 voir TR/90-174

— l'art. 25 est réputé entré en vigueur le 12.12.88 voir par. 52(3)

— l'art. 27 en vigueur à la sanction 29.03.90

EEV, 1991, ch. 24, art. 8 de l'ann. III, édictée par art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3

EEV, 1991, ch. 27, art. 1 et 2 en vigueur 01.11.91 voir TR/91-145; art. 3 et 4 en vigueur à la sanction 21.06.91

EEV, 1993, ch. 44, art. 186 à 188 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1

EEV, 1994, ch. 10, art. 19 à 26 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1994, ch. 43, art. 87 à 89 en vigueur 14.02.95 voir TR/95-19

EEV, 1996, ch. 10, art. 237 à 245 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

EEV, 1996, ch. 31, art. 90 et 91 en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21

EEV, 1997, ch. 14, art. 82 à 87 en vigueur 05.07.97 voir TR/97-86

EEV, 1999, ch. 31, art. 167 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 1998, ch. 5, art. 25 en vigueur à la sanction 12.05.98

EEV, 2000, ch. 20, art. 27 en vigueur 30.09.2000 voir TR/2000-67

EEV, 2001, ch. 4, art. 102 à 106 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2001, ch. 27, art. 262 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97

EEV, 2001, ch. 28, art. 54 à 59 en vigueur 01.11.2002 voir TR/2002-146

EEV, 2002, ch. 7, art. 118, 119 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48; art. 210 et 211 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 285 – Non en vigueur

EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 15, art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 voir TR/2005-37

EEV, 2004, ch. 25, art. 147 à 164 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2007, ch. 35, art. 152 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2007

EEV, 2010, ch. 12, art. 2149 en vigueur à la sanction 12.07.2010

EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), art. 68 à 85, 89, 90, 92 à 97, 99 à 109 et 114 en vigueur 06.07.2012 voir TR/2012-57; art. 86 à 88, 91 et 98 en vigueur 03.07.2013 voir TR/2013-69.

EEV, 2012, ch. 31, art. 349 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 338 et 339 abrogés avant leur entrée en vigueur voir *respectivement* par. 349(3) et (6); art. 337 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-33.

EEV, 2013, ch. 40 (sanction : 12.12.2013), art. 200 en vigueur 31.10.2014 voir TR/2014-52.

EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 18 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.

EEV, 2015, ch. 21 (sanction : 18.06.2015), art. 2 à 38 en vigueur 19.06.2016 ou, dans l'intervalle, à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 47.

EEV, 2015, ch. 36, art. 97 en vigueur à la sanction 23.06.2015.

Offices de commercialisation des produits de ferme, voir Offices des produits agricoles, Loi sur les

(*Farm Products Marketing Agencies Act*)

O

Offices des produits agricoles, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-4

[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des produits de ferme]

(*Farm Products Agencies Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1993, ch. 3, art. 1

art. 1, 1993, ch. 3, art. 2

art. 2, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1)o)

art. 3, 1993, ch. 3, art. 5; 2010, ch. 12, art. 1731

art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A); 2015, ch. 3, art. 83(A)

art. 6, 1993, ch. 3, art. 6

art. 7, 1993, ch. 3, art. 7

art. 8, 1993, ch. 3, art. 8

art. 14, 2003, ch. 22, art. 166(A); 2015, ch. 3, art. 84(A)

art. 16, 1993, ch. 3, al. 13b); 2011, ch. 25, art. 35; 2015, ch. 3, art. 85

art. 17, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c); 2015, ch. 3, art. 86(A)

art. 20, 2015, ch. 3, art. 87(A)

art. 22, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004, ch. 25, art. 140; 2015, ch. 3, art. 88(A)

art. 26, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 32, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50

art. 34, 1993, ch. 3, art. 11; 2015, ch. 3, art. 89(A)

art. 35, 2015, ch. 3, art. 90(A)

art. 37, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141; 2015, ch. 3, art. 91(A)

partie III, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12

art. 39 à 41, ajoutés, 1993, ch. 3, art. 12

art. 42, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83; 2004, ch. 25, art. 142

art. 43 à 45, ajoutés, 1993, ch. 3, art. 12

art. 46, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2015, ch. 3, art. 92

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86 voir TR/86-109

EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction 25.02.93

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9

EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1731 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14

EEV, 2011, ch. 25 (sanction : 15.12.2011), art. 35 (Partie 2) en vigueur 01.08.2012 voir TR/2011-120

EEV, 2015, ch. 3, art. 83 à 92 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22

(*Migratory Birds Convention Act, 1994*)

Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application de la *Loi sur le pipe-line du Nord*

art. 2, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44; 2009, ch. 14, art. 94

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2

art. 4, 2005, ch. 23, art. 3

art. 5.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45

art. 5.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46

art. 5.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)

art. 5.4 et 5.5, ajoutés, 2005, ch. 23, art. 4

art. 6, 2005, ch. 23, art. 5

art. 6.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 95

art. 7, 2005, ch. 23, art. 6; 2009, ch. 14, art. 96

art. 8, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7; 2009, ch. 14, art. 97(F)

art. 8.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 9, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)

art. 10, 2009, ch. 14, art. 98(F)

art. 11, 2009, ch. 14, art. 99

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138

art. 11.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.21 à 11.29, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8; 2009, ch. 14, art. 101

art. 13, 2005, ch. 23, art. 9; 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.01 à 13.09, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.11 à 13.19, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)

art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)

art. 16, 2005, ch. 23, art. 12; 2009, ch. 14, art. 103

art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)

art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14; 2009, ch. 14, art. 104

art. 18, 2009, ch. 14, art. 105

art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48

art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15

art. 18.21 à 18.24, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 106

art. 18.3 et 18.4, ajoutés, 2005, ch. 23, art. 15

art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15; abrogé, 2009, ch. 14, art. 107

art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49)(A)

art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16

annexe : ajoutée, DORS/2000-189

dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48

disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26

EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates

O

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (suite)

fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et *aussi* 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
 EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79
 EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 *voir* art. 2
 EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 *voir* TR/2005-62
 EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 94 à 100 et 103 à 107 en vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91; art. 101 et 102 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 128 – Non en vigueur

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la]
(Canada Oil and Gas Operations Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; et le ministre des Ressources naturelles

titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1

art. 1, 1992, ch. 35, art. 2

art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3; 1994, ch. 41, al. 37(1s); 2007, ch. 35, art. 145; 2012, ch. 19, art. 116 et par. 349(8); 2014, ch. 2, art. 20, ch. 13, al. 115a); 2015, ch. 4, art. 2, ch. 21, art. 39

art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146; 2012, ch. 19, art. 117; 2015, ch. 4, art. 3

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette modification a été modifiée avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998, ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b); 2014, ch. 2, art. 21

art. 3.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 3.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 4, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6

art. 4.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147; 2015, ch. 21, art. 40

art. 4.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2; 2012, ch. 19, art. 118; 2015, ch. 4, art. 4

art. 4.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 5

art. 5, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a); 2015, ch. 4, art. 6

art. 5.001 et 5.002, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 7

art. 5.01, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90; 1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190; 2013, ch. 14, art. 18; 2014, ch. 2, art. 22; 2015, ch. 21, art. 41

art. 5.011 et 5.012, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 119

art. 5.013, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119; 2012, ch. 31, al. 349(9a)

art. 5.014, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119

art. 5.015, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119; 2012, ch. 31, al. 349(9b)

art. 5.02, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b)

art. 5.021, ajouté, 2015, ch. 4, art. 8

art. 5.03, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b); 2015, ch. 4, art. 9

art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15c); 2014, ch. 2, art. 23; 2015, ch. 4, art. 10

art. 5.11, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)

art. 5.12, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)

art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 11; 2015, ch. 4, art. 11

art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994, ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148; 2015, ch. 4, art. 12

art. 5.31 à 5.33, ajoutés, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.331, ajouté, 2015, ch. 4, art. 13

art. 5.34, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 4, art. 13

art. 5.35, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 4, art. 13

art. 5.351, ajouté, 2015, ch. 4, art. 13

art. 5.36, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.37, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 21, art. 42

art. 5.4, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6; 2012, ch. 19, art. 120(A); 2014, ch. 13, art. 102

art. 5.5, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12

art. 5.6, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12

art. 6, 1994, ch. 41, al. 37(1s); 2003, ch. 22, al. 224r)(A)

art. 7, 1994, ch. 41, al. 37(1s), al. 38(1g); 2003, ch. 22, al. 224r)(A)

art. 9, 2003, ch. 22, art. 127(A)

Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)

art. 13.01 à 13.09, ajoutés, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.11 à 13.17, ajoutés, 2007, ch. 35, art. 150

Partie I (art. 14 à 28)

art. 14, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35, art. 14; 1994, ch. 10, art. 7; 2015, ch. 4, art. 14

art. 14.1 et 14.2, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 15

art. 15.1, ajouté, 2015, ch. 21, art. 43

art. 16, 1992, ch. 35, art. 15

art. 16.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15

art. 17, 1992, ch. 35, art. 16

art. 18, 1994, ch. 10, al. 15e)

art. 19, 1992, ch. 35, art. 17

art. 20, 1992, ch. 35, art. 18(F)

art. 21, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8

art. 22, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8

art. 23, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8

art. 24, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.), art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001, ch. 26, art. 315 et par. 324(10); 2015, ch. 4, art. 16

art. 25, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9

art. 25.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 17 et par. 118(2)

art. 25.2 et 25.3, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 18

art. 25.4, ajouté, 2015, ch. 4, art. 18 et par. 118(3)

art. 26, 1992, ch. 35, art. 24; 2015, ch. 4, art. 19

art. 26.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 20

art. 27, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10; 2015, ch. 4, art. 21

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

art. 27.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 22

art. 28, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003, ch. 22, art. 128

Partie II (art. 29 à 48.096)

art. 29, 1992, ch. 35, art. 27(F); 2014, ch. 2, art. 24; 2015, ch. 4, art. 23

art. 30, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50, art. 35; 2001, ch. 4, art. 163

art. 37, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50, art. 36; 2001, ch. 4, art. 164

art. 42, 1992, ch. 35, art. 28(A)

art. 48.01 à 48.09, ajoutés, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.091 à 48.096, ajoutés, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24

art. 48.11 à 48.19, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 24

art. 48.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24

art. 48.21 à 48.27, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 24

Partie III (art. 49 à 74)

art. 52, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126

art. 53, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11

art. 54, 1992, ch. 35, art. 29; 2015, ch. 21, art. 44

art. 55, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15f)

art. 56, 1992, ch. 35, art. 29; 2015, ch. 21, art. 45(A)

art. 57, 1992, ch. 35, art. 29

art. 58, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12; 2015, ch. 21, art. 46

art. 58.1 et 58.2, ajoutés, 1992, ch. 35, art. 29

art. 60, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13; 2015, ch. 4, art. 25

art. 61 et 62, abrogés, 1992, ch. 35, art. 30

art. 63, 1994, ch. 10, art. 14

art. 64, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31

art. 65, 2015, ch. 4, art. 26

art. 65.1 à 65.3, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 26

art. 67, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32

art. 71.01 à 71.09, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 27

art. 71.1 à 71.9, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 27

art. 72, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33; ajouté, 2015, ch. 4, art. 27

art. 72.01 et 72.02, ajoutés, 2015, ch. 4, art. 27

art. 72.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128

annexes 1 et 2, ajoutées 2015, ch. 4, art. 28

disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324

disposition de coordination, 2012, ch. 31, par. 349(1), (8) et (9)

disposition de coordination, 2014, ch. 2, art. 64

dispositions générales, 1994, ch. 41, par 37(2), 38(2)

disposition générale, 2014, ch. 13, al. 115a)

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119

EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 en vigueur 31.07.2010 *voir* TR/2010-50

EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211

EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les art. 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les art. 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244

EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106

EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63

EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151

EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79

EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10

EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19

EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)

EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'al. 49b) prend effet le 01.04.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2001, ch. 6 (sanction : 10.05.2001), art. 117 en vigueur 08.08.2001 *voir* art. 131.

EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65

EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007

EEV, 2012, ch. 19, art. 120 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 116 à 119 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69.

EEV, 2012, ch. 31, art. 349 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2013, ch. 14 (sanction : 19.06.2013), art. 18 en vigueur 19.06.2015 ou, si elle est antérieure, à la date fixée par décret *voir* art. 20.

EEV, 2014, ch. 2, art. 64 en vigueur à la sanction 25.03.2014; art. 20 à 25 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.

EEV, 2014, ch. 13 (sanction : 19.06.2014), art. 102 et al. 115a) en vigueur 31.12.2014 *voir* TR/2014-103.

EEV, 2015, ch. 4, art. 117 et 118 en vigueur à la sanction 26.02.2015;

— art. 2 et 7, par. 8(1), art. 13, par. 14(1), (2) et (4), art. 15 et 16, par. 17(1) et art. 18 et 28 en vigueur 19.06.2015 *voir* TR/2015-59;

— art. 3 à 6, 9 à 12, par. 14(3) et art. 19 à 27 en vigueur 26.02.2016 ou, dans cette intervalle, à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 119(1);

— par. 8(2) et 17(2) à (4) en vigueur 26.02.2020 ou dans cette intervalle, à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 119(2).

EEV, 2015, ch. 21 (sanction : 18.06.2015), art. 39 à 46 en vigueur 19.06.2016 ou, dans l'intervalle, à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 47.

O

**Opérations portuaires, Loi de 1986 sur les
— 1986, ch. 46***(Maintenance of Ports Operations Act, 1986)***Le ministre du Développement des ressources humaines
(TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)**

EEV, 1986, ch. 46, la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction royale (18.11.86) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

**Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de
1994 sur les — 1994, ch. 1***(West Coast Ports Operations Act, 1994)***Le ministre du Travail (TR/95-36)**

EEV, 1994, ch. 1 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 08.02.94) voir art. 20

**Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de
1995 sur les — 1995, ch. 2***(West Coast Ports Operations Act, 1995)***Le ministre du Travail**

EEV, 1995, ch. 2 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 16.03.95) voir art. 16

**Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de
1982 — 1980-81-82-83, ch. 126***(West Coast Ports Operations Act, 1982)***Opérations transfrontalières intégrées de
contrôle d'application de la loi, Loi sur les
— 2012, ch. 19, art. 368***(Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act)***Déposé par le Ministre des Finances**

EEV, 2012, ch. 19, art. 368 (sanction : 29.06.2012), la loi en vigueur 20.08.2012 voir TR/2012-68

**Ordonnances et des ententes familiales, Loi
d'aide à l'exécution des
— L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)***(Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act)***Le ministre de la Justice****titre intégral**, 2000, ch. 12, art. 115**art. 2**, 1996, ch. 11, al. 95f), 97(2)b)(A) et 99b); 1997, ch. 1, art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66c)(A) et 67b), ch. 38, al. 138i); 2012, ch. 19, sous-al. 694c)(i) et par. 695(2)(A); 2013, ch. 40, art. 229**art. 6**, 1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d); 2005, ch. 35, art. 53; 2012, ch. 19, sous-al. 694c)(ii) et 695(1)d)(i); 2013, ch. 40, art. 230**art. 7**, 1993, ch. 8, art. 6**art. 10 et 11**, abrogés, 1993, ch. 8, art. 7**art. 12**, 1993, ch. 8, art. 8**art. 13**, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17**art. 14**, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18**art. 15**, 1996, ch. 11, al. 97(1)d) et 99b); 1997, ch. 1, art. 19; 1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66c); 2005, ch. 38, art. 111 et 146; 2012, ch. 19, sous-al. 695(1)d)(ii); 2013, ch. 40, al. 237(1)g)**art. 17**, 1993, ch. 8, art. 11**art. 19**, 1993, ch. 8, art. 12**art. 19.1**, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12**art. 22**, 1997, ch. 1, art. 20**art. 23**, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F)**art. 25**, 1993, ch. 8, art. 14**art. 28**, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21**art. 29**, 1992, ch. 8, art. 15**art. 30**, 1993, ch. 8, art. 15**art. 36**, 1993, ch. 8, art. 16**art. 45**, 1993, ch. 8, art. 17**art. 46 à 48**, abrogés, 1993, ch. 8, art. 17**art. 52**, 2001, ch. 4, art. 81**art. 61**, 1993, ch. 8, art. 18**partie III**, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22**art. 62 à 66**, 1997, ch. 1, art. 22**art. 67 à 78**, ajoutés, 1997, ch. 1, art. 22**partie IV**, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22**art. 79 à 81**, ajoutés, 1997, ch. 1, art. 22**annexe**, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511; DORS/2011-37

disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19

disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146

disposition générale, 2012, ch. 19, par. 695(2)

EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.) loi proclamée en vigueur à l'exception de la partie II, 30.11.87 voir TR/87-260; partie II en vigueur 05.05.88 voir TR/88-88

EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la sanction 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 voir TR/94-24

EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 23 en vigueur 01.05.97 voir TR/97-43

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.) (suite)

EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111
 EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97
 EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694c) et al. 695(1)d) et par. 695(2) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, art. 229 et 230 et al. 237(1)g) en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Ordonnances sur la copropriété, Loi de validation sur les — 1985, ch. 46
(Condominium Ordinance Validation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes, Loi validant des — 1988, ch. 5
(Fruit and Vegetable Customs Orders Validation)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-26
(Food and Agriculture Organization of the United Nations Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)k)
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

Organisation du gouvernement, Loi de 1966 sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1966-67, ch. 25
(Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...))

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71
 EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1969 (voir le ministère en cause) — 1968-69, ch. 28
(Government Organization Act, 1969)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72
annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75
 EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1970 (voir le ministère en cause) — S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)
(Government Organization Act, 1970 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe I, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152
 EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

Organisation du gouvernement, Loi de 1979 (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1978-79, ch. 13
(Government Organization Act, 1979 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153
 EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79 *voir* TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 *voir* TR/79-149
 EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

Organisation du gouvernement (organismes fédéraux), Loi sur l', (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1995, ch. 29
(Government Organization Act (Federal Agencies) (see Dept....))

art. 42, 1995, ch. 29, art. 43
art. 66, 1996, ch. 8, art. 23.3
 EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrés en vigueur 20.03.95 *voir* 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrés en vigueur 01.04.95 *voir* par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à 31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 *voir* TR/95-115; art. 4 et 5 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/95-115; art. 23 et 32 en vigueur 01.04.96 *voir* TR/95-115
 EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

O

Organisations à but non lucratif, Loi canadienne sur les — 2009, ch. 23

(*Canada Not-for-profit Corporations Act*)

Le ministre de l'Industrie (TR/2011-60)

art. 2, 2015, ch. 3, art. 23

art. 308, abrogé, 2009, ch. 23, par. 360(2)

dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 341 à 360

disposition de coordination, 2015, ch. 3, art. 173

dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.9) (abrogations), art. 340 (mention de la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des S.R.C. de 1970 dans toute loi fédérale) et art. 361 à 371 (abrogations)

dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299

EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) et art. 341 à 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009 voir par. 372(1);

— art. 1 à 296, par. 297(1) et (5), art. 298, 299, 303, 305 à 307 et 309, par. 311(2) et (5), art. 312, al. 313z.4), z.6), art. 314 à 316, par. 317(1) et art. 318 à 340 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87;

— art. 300 à 302, 304, 310, 311(1), (3) et (4), art. 313 préc. al. a), les al. c), e), g), i), k), m), o), q), t), v), x), z), z.02), z.04), z.1), z.5) et z.8) et art. 361 à 371 en vigueur 12.03.2010 voir TR/2010-25;

— art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2009, ch. 23, par. 360(2) de la présente loi;

— al. 313a), b), d), f), h), j), l), n), p), r), s), u), w), y), z.01), z.03), z.05) à z.09), z.2), z.3), z.7) et z.9) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 372(1) – Non en vigueur

— par. 317(2) entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(2) – Non en vigueur

EEV, 2015, ch. 3, art. 23 et 173 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

art. 4, 2009, ch. 14, art. 91

art. 4.1, ajouté, 2013, ch. 12, art. 14

art. 5 et 6, abrogés, 2009, ch. 14, art. 91

art. 7, 2009, ch. 14, art. 92

art. 10, 2009, ch. 14, art. 93

art. 11 à 16, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 93

art. 16.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 17 à 52, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 93

EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 89 à 93 en vigueur 10.12.2010 voir TR/2010-91

EEV, 2013, ch. 12 (sanction : 19.06.2013), art. 13 et 14 en vigueur 01.07.2014 voir TR/2014-60.

Ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43

(*Northumberland Strait Crossing Act*)

Le ministre des Transports (TR/99-5)

art. 2, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)o)

EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 voir TR/93-185

EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-20

(*International River Improvements Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2009, ch. 14, art. 89; 2013, ch. 12, art. 13

art. 3, 2009, ch. 14, art. 90